

Master Droit et économie de l'énergie

Maîtrisez le développement, le financement et la gestion de projets énergétiques

Intitulé officiel : Master Droit, économie, gestion mention Droit de l'entreprise
parcours Droit et Economie de l'énergie

Présentation

Publics / conditions d'accès

Accès en première année de Master: élèves titulaires d'un Bac+3 en droit privé ou droit public ayant une expérience professionnelle de 12 mois minimum dans le domaine.

Accès en deuxième année de Master: élèves titulaires d'un Bac+4 en droit privé ou droit public ayant une expérience professionnelle de 12 mois minimum dans le domaine.

Objectifs

Acquérir une vision globale des problématiques du secteur et notamment de ses spécificités (non-stockage de l'électricité, enjeux géopolitiques, politiques et sociaux, particularités communes ou spécifiques des infrastructures essentielles, particularités de la régulation de l'énergie, besoins de financement, sensibilité des données, ruptures technologiques, arrivée de nouveaux acteurs...);

Appliquer des compétences juridiques transdisciplinaires aux besoins des administrations, entreprises et autres acteurs du secteur ;

Acquérir les compétences nécessaires pour identifier les risques de contentieux, conseiller et accompagner au quotidien les décideurs (chefs de services, élus locaux, chefs d'entreprise, ingénieurs, développeurs, etc.) ; apporter une aide à la décision ; participer à la négociation (contrats de concession, contrats industriels, régulation...); Former des professionnels polyvalents capables de négocier des contrats complexes et d'accompagner les organisations publiques ou non-lucratives et les entreprises dans la transition énergétique et la transformation digitale.

Modalités de validation

Validation de chacune des unités d'enseignement composant le diplôme ainsi que du mémoire professionnel (en première année) et du mémoire (en deuxième année).

Compétences

Mettre en place une veille juridique, réglementaire et jurisprudentielle dans tous les domaines du droit applicables au secteur de l'énergie de l'entreprise ; expliquer les évolutions aux décideurs, ingénieurs, commerciaux, financiers ;

Identifier et pondérer les risques juridiques dans un environnement normatif en perpétuelle évolution ;

Participer à des instances professionnelles pour influencer sur la préparation et ensuite appliquer les évolutions des textes européens et nationaux ;

Interpréter, analyser, appliquer les nouveaux textes et les évolutions de la jurisprudence, ainsi que les positions du régulateur et les décisions de règlement de différends du CoRDIS ; Accompagner et conseiller les dirigeants et décideurs de tous niveaux dans les projets de développement de l'entreprise ou de transformation de l'organisme ;

Élaborer des diagnostics et proposer des solutions juridiques en cohérence avec la stratégie de l'entreprise ;

Négocier des contrats ;

Coordonner les projets en tant qu'ils impliquent des changements d'ordre juridique ;

Concevoir et rédiger des documents juridiques (internes et externes) : règlements,

Mis à jour le 15-07-2024



Arrêté du 13 mai 2025.

Accréditation jusque fin 2029-2030. le 13-05-2025

Fin d'accréditation au 31-08-2030

Code : MR14902A

120 crédits

Master

Responsabilité nationale :
EPN14 - Droit et immobilier /
Philippe REIGNÉ

Niveau CEC d'entrée requis :
Niveau 6 (ex Niveau II)

Niveau CEC de sortie : Niveau
7 (ex Niveau I)

Mention officielle : Arrêté du 13
mai 2025. Accréditation jusque
fin 2029-2030.

Mode d'accès à la certification
:

- Validation des Acquis de l'Expérience
- Formation continue

NSF : Droit fiscal ; droit des affaires ; droit pénal ; droit de l'environnement ; droit de la santé ; droit de la sécurité et de la défense ; droit du transport etc (128g)

Métiers (ROME) : Juriste de l'environnement (K1903) ,
Juriste d'affaires (K1903)

Code répertoire : RNCP38162

Code CertifInfo : 115694

Contact national :

EPN14 - Droit

2 rue Conté
75003 Paris

Yasmina NABBACH

par_cnam.droit@lecnam.net

notes de service, cahiers des charges, synthèses, bilans, déclarations fiscales ; suivre l'exécution d'une convention ; gérer des pré-contentieux ; Prévenir et gérer les contentieux.

M1

Dossier de jurisprudence en droit de l'entreprise	DRT214 4 ECTS
Anglais professionnel	ANG330 6 ECTS
Droit pénal des affaires	DRA107 4 ECTS
Droit du financement des entreprises	DRA118 4 ECTS
Droit fiscal : imposition du résultat de l'entreprise	DRF114 6 ECTS
Droit fiscal : TVA et imposition du capital	DRF115 4 ECTS
Droit du travail approfondi, évolutions récentes, aspects individuels et collectifs	DRS208 4 ECTS
Droit et discriminations : agir contre les discriminations	DRS210 2 ECTS
Droit du numérique	DNT104 4 ECTS
Responsabilité pénale et civile de l'employeur et du salarié	DRS107 6 ECTS
Solidarité et protection sociale	PPS202 4 ECTS
Expérience professionnelle et rapport d'activité	UADR0P 12 ECTS

M2

Introduction au droit et à l'économie de l'énergie	DRN201 4 ECTS
Les systèmes électrique et gazier	DRN202 4 ECTS
Notions de droit social des IEG	DRN203 2 ECTS
Spécificités du droit des installations gazières	DRN204 2 ECTS
Droit nucléaire	DRN205 2 ECTS
Droit de l'hydroélectricité	DRN206 2 ECTS
Droit de l'accès aux réseaux et aux infrastructures essentielles	DRN207 4 ECTS
Droit de la consommation et des biens meubles négociables	DRN208 4 ECTS
Droit des contrats industriels	DRN209 2 ECTS

Droit de la régulation et de la surveillance des marchés	DRN210 2 ECTS
Droit des aides d'État	DRN211 2 ECTS
Economie des réseaux électriques	EED137 3 ECTS
Séminaire	DRN212 6 ECTS
Droit de l'immobilier de l'énergie	DRN213 2 ECTS
Mémoire	UADR10 19 ECTS